

# Témoignages

JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE DR RAYMOND VERGÈS

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N°21248 - 78ÈME ANNÉE

## Conférence de Wilfrid Bertile sur les organisations d'intégration régionale à l'université d'Antananarivo -2- L'intégration régionale : aller vers des économies complémentaires et non plus concurrentes



**La seconde partie de la conférence tenue le 8 mai dernier à l'Université d'Antananarivo par Wilfrid Bertile a décrit le fonctionnement des organisations d'intégration régionale et les défis que pose l'existence d'économies concurrentielles découlant de la colonisation à l'intérieur d'une même organisation.**

La seconde partie de la conférence tenue le 8 mai dernier à l'Université d'Antananarivo par Wilfrid Bertile a décrit le fonctionnement des organisations d'intégration régionale et les défis que pose l'existence d'économies concurrentielles découlant de la colonisation à l'intérieur d'une même organisation.

Le 8 mai dernier à l'université d'Antananarivo, Wilfrid Bertile, conseiller régional délégué au co-développement, a tenu une conférence organisée par la

Mention COMMO intitulée "Les organisations d'intégration régionale ". Après avoir expliqué les raisons de la création de ces organisations et décrit celles qui existent dans notre région, Wilfrid Bertile indiqua que les organisations d'intégration régionale suivent généralement un même fonctionnement institutionnel.

### Règles communes de fonctionnement

Le Sommet des chefs d'État et de gouvernement fixe les orientations stratégiques. Le Conseil des ministres traduit ces orientations en projets. Ce sera le cas du Conseil des ministres de la COI qui se tiendra à Madagascar le 17 mai prochain.

Ces projets sont mis en œuvre par un secrétaire général ou secrétaire exécutif.

La plupart de ces organisations sont financées par l'Union européenne ou la Banque mondiale, en plus de cotisations des États membres.

### Différents niveaux d'intégration

Elles peuvent être des organisations de coopération fonctionnelle. C'est le cas de la COI qui a pour 200 millions d'euros de projets en portefeuille financés par des bailleurs de fonds.

Il existe aussi les Zones de libre échange comme le COMESA. Les États échangent alors sans limite, avec le maintien de tarifs douaniers.

L'étape supplémentaire d'intégration est l'union douanière, avec un tarif douanier commun. C'est le cas d'une partie des États de la COMESA. Puis peut alors se constituer un Marché commun, comme dans l'Union européenne. L'étape ultime est l'union politique que représentent les États-Unis.

### **Conséquences toujours présentes de la colonisation**

Wilfrid Bertile souligna le faible volume des échanges commerciaux entre États membres de ces organisations dans notre région : seulement 15% du commerce extérieur inter COMESA contre 60% pour l'UE. C'est une conséquence de la colonisation qui a créé des économies concurrentes au lieu de complémentaires.

Les organisations d'intégration régionale ne sont pas un sujet vendeur, mais elles pèsent sur la population. 60% de la législation française est une adaptation du droit européen, rappela Wilfrid Bertille.

La COI c'est la surveillance maritime et de la pêche. L'intégration régionale rapproche les peuples.

(à suivre)

**Manuel Marchal**

### **Visite d'Élisabeth Borne : opération de communication avec La Réunion comme décor**

**La semaine dernière, les médias réunionnais ont été interdits de couvrir la plupart des séquences de la visite de la Première ministre dans notre pays.**

Cette attitude rappelle l'objectif de cette visite : répondre avant tout aux préoccupations de la politique parisienne, pas des Réunionnais. La Réunion sert alors de

décor à une opération de communication s'inscrivant dans un contexte : redorer le blason de Paris après la victoire des indépendantistes en Polynésie et le fiasco de l'opération anti-comoriens à Mayotte.

Les journalistes réunionnais n'étaient pas les bienvenus lors de la visite d'Élisabeth Borne à La Réunion. C'est le constat suite à l'exclusion de nos confrères de nombreuses séquences couvertes exclusivement par des représentants de médias parisiens. Le syndicat SNJ a déploré cette méthode. Imaz Press Réunion a même décidé de ne plus suivre cet événement.

Cette tactique du pouvoir n'est guère étonnante si elle est prise dans un contexte.

### **L'axe Indo pacifique fragilisé**

Dans les anciennes colonies françaises qui font encore partie de la République, Paris a subi de sérieux revers qui mettent à mal sa stratégie d'axe Indo pacifique destinée à contrer la montée en puissance de la Chine. En effet, les indépendantistes dirigent l'assemblée de Kanaky Nouvelle-Calédonie. C'est un indépendantiste polynésien qui est président de la Délégation outremer de l'Assemblée nationale. Dernièrement, les indépendantistes ont gagné les élections en Polynésie. Dans notre région, la Russie annonce offrir son aide à Madagascar pour récupérer les îles Éparses. L'opération d'expulsion massive de citoyens comoriens de l'île de Mayotte tourne au fiasco avec la menace d'une large réprobation de la communauté internationale.

### **La Réunion : un cadre idéal**

Le seul territoire de cet axe Indo-Pacifique où la présence de Paris n'est pas contestée est La Réunion. Notre île peut alors servir de cadre idéal à une opération de communication pour montrer que Paris tient fermement le cap dans les anciennes colonies françaises intégrées à la République.

Dans ces conditions, la priorité est l'image. Il s'agit de montrer des échanges

chaleureux avec la population et d'éviter les questions en rapport avec la situation économique et sociale désastreuse de La Réunion. Ces questions dérangeantes ne peuvent être posées par des journalistes parisiens qui ne connaissent pas La Réunion. Et cela d'autant plus qu'ils sont plongés dans une ambiance de vacances qui ne peut que les rendre plus réceptifs au message du pouvoir.

La Réunion sert alors de décor à une opération de communication de la Primature destinée à redorer le blason de Paris, et à répondre avant tout aux préoccupations auxquelles cette Primature doit répondre envers l'opinion publique parisienne et internationale.

### **Et le droit à l'information des Réunionnais?**

C'est pourquoi l'exclusion des journalistes réunionnais n'est pas étonnante mais n'en est pas moins négative comme le dit en substance le SNJ. Alors que la Première ministre est à La Réunion, elle ne peut être spontanément interpellée sur les questions spécifiques à notre pays. Et le droit à l'information des Réunionnais n'est pas respecté. Souhaitons que cette méthode reste sans lendemain.

### **Tenir compte du vent d'émancipation**

Il est pourtant clair que dans les anciennes colonies françaises intégrées à la République, un vent d'émancipation s'est levé pour demander de revoir le cadre des relations avec Paris afin d'accorder plus de responsabilités aux peuples autochtones. En Polynésie et en Kanaky Nouvelle-Calédonie, l'indépendance est au centre des débats.

Une conférence des députés s'est mise en place. A La Réunion et dans d'autres collectivités, tout en restant dans la République, c'est une autre gouvernance permettant l'adaptation des politiques à la réalité du pays qui est demandée. Cela peut

se faire sur la base d'un projet élaboré par une Conférence territoriale élargie comme à La Réunion.

Cela signifie pour Paris la nécessité de considérer ces peuples comme des partenaires d'un nouveau cadre, et surtout pas comme des éléments d'un décor.

**Manuel Marchal**

## **Visite d'Elisabeth Borne à La Réunion : Les médias locaux maltraités (SNJ)**

La visite d'Elisabeth Borne à La Réunion, sa première en Outre-mer, a été émaillée depuis jeudi de brimades et de gestes de dédain envers les journalistes locaux. Dès son arrivée, jeudi, plusieurs séquences ont été réservées à la presse nationale, les médias réunionnais étant exclus du pool permettant d'accéder plus librement à la Première ministre.

Ces mauvais traitements se sont multipliés vendredi 12 mai. D'abord quand la presse locale a été interdite d'accès à la Maison des projets de Saint-Pierre, alors que les confrères et consœurs des médias nationaux étaient autorisés. Puis lorsque les reporters et photographes réunionnais ont été bloqués à l'entrée d'une plantation de vanille de Sainte-Rose, contrairement à leurs homologues de la presse parisienne, au motif que les plantes sont « *très fragiles* » !

Les professionnels locaux avaient bien besoin des communicants de Matignon pour le savoir... Ces mises à l'écart systématiques ont conduit au départ de plusieurs médias, l'un d'un entre eux, le site Imaz Press Réunion, annonçant qu'il ne couvrirait plus le reste du séjour ministériel.

Échaudé par de précédentes expériences désagréables, notamment lors de la venue d'Emmanuel Macron en octobre 2019, le SNJ

avait demandé en mars à être reçu à la préfecture pour réclamer une amélioration du traitement des journalistes par les services de l'Etat. Rencontre qui n'a visiblement pas porté ses fruits. Le SNJ, premier syndicat de la profession, ne peut que le déplorer, car quand les médias pays restent à la porte c'est le droit à l'information des Réunionnais qui est bafoué.



## In gouvèrnan la pèr bande kastrolade ? Sa i égziss pa sa!

**La France sé in gran péi, son prézidan in gran prézidan, son gouvèrnan in gran gouvèrnan, son shèf gouvèrnan in gran shèf gouvèrnan ! Zot i kroi pa sa zot ? Mwin pèrsonèlman mi kroi mé sof d'après mwin néna konm inn-dé zérèr dann la kominikassion .**

Pou kossa mi di sa? Pars sèrviss komonikassion-la, la fé pass lo gouvèrnan épi sa shèf konm demoune la pèr késhoz. Pa la pèr zatanta :sa lé kontrolé dopi lontan. Non sak demoune i di banna la pèr, sé lo brui kiyèr kan i bate dsu lo do kastrol . La mèm apèl sa in kastrolade.

Kossa in gran gouvèrnan konmsa, la pèr in kastrolade ? In késhoz téi égziss pa La Rényon é i sortei sorte inporté sé zour-issi. Romarke bien issi ni inporte toute kalité la marshandiz é lé pa étonan nou la inporte lo brui kiyèr kan i bate dsi kastrol. In pé i di ziska sa sé in arm par destinassion é sa i méritré mèm figuir an parmi dann la loi anti kassèr.

Sèryé ! Wala in péi, in gouvèrnan, sa néna in l'armé bandé, la poliss an poundyak, lé mèm dann lo G 7 é wala ké zot la pèr bande kastrolade. Mi sorte lir dsi méssyé Google, i paré lo minist l'intéryèr i vé ranplass lo shèf gouvèrnan. I paré li vé dovnr kalif la plass lo kalif. Mwin, pèrsonèlman, mi kroi pa, mé do toutan lo miniss l'intéryèr sa sé in léspèss konplotist, é lé possib-mi di sa sou lo kantrol Justin- lo ga la fé in plan... In sorte mwambutshu pou la totalité La Républik é sak ni oi koméla, sré parétil arienk lo pti zorèye koshon k'i dépass par l'trou néna dann goni.

Antanssion ! Si lo plan lé bien fé, konm lo mwambushu pou Mayotte, mi diré li pran dé risk-an promyé lo risk oir son plan foiré. Antouléka mwin néna linpréssyon lo kastrolade sa la fé dézorde la Rényon mé la antandi ziska loin é sa i fé mové zanr pou in gouvèrnan é si sa sé sinplomman lo promyé étaz la fizé, alon méfyé lé z'ot pars sa lé riskab rotourn dsi lo kanonyé li mèm. Anfin dsi la baz lansman èl mèm.

A bon antandèr, salu !  
**Justin**

**Témoignages**  
JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE DR RAYMOND VERGÈS

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès  
71ème année

Directeur de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau; 1947-1957: Raymond Vergès;  
1957-1964: Paul Vergès; 1964-1974: Bruny Payet; 1974-1977:  
Jean Simon Mounoussany Amourdom; 1977-1991: Jacques  
Sarpédon; 1991-2008: Jean-Marcel Courteaud; 2008-2015:  
Jean-Max Hoarau; 2015: Ginette Sinapin

6 rue du général Emile Rollad  
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

Tél.: 0262 55 21 21 - Email : [redaction@temoignages.re](mailto:redaction@temoignages.re)

Site Web: [www.temoignages.re](http://www.temoignages.re)

Tél : 02 62 55 21 21

Publicité: [publicite@temoignages.re](mailto:publicite@temoignages.re)

CPPAP: 0916Y92433